



Le social et le médico-social sont loin d'être la priorité du gouvernement en place, le dernier budget mis en œuvre en est la triste preuve.

Les collectivités locales (départements, communes...), l'ARS, la CAF... subissent de graves restrictions financières, **avec des coupes budgétaires drastiques dans le social, le médico-social** mais aussi dans la culture, le sport...et une remise en question des services publics essentiels (Social, médico-social, 3eme âge, aide à l'autonomie des personnes âgées, aide sociale à l'Enfance, petite enfance, RSA, accompagnement des personnes en difficultés et des migrants, prévention spécialisée...).

STOP A LA CASSE DU SOCIAL ET DU MEDICO-SOCIAL

- Plans sociaux, licenciements économiques, diminution des effectifs dans tous les services... A qui le tour ? Du jamais vu dans notre secteur !
- Remise en cause du financement du Ségur-Laforcade ainsi que de son versement aux salarié-e-s dans certaines associations aujourd'hui et pourquoi pas dans toutes demain ?
- Salaires grandement insuffisants, au niveau du SMIC ou légèrement supérieurs pour un grand nombre de salarié-e-s, perte de pouvoir d'achat pour toutes et tous,
- Projet patronal entraînant une dégradation des conventions collectives,
- Management violent, augmentation des burn-out, des licenciements (disciplinaires ou inaptitudes), des démissions..., surcharge de travail, glissement de postes et de tâches.
- Perte du sens du travail, bureaucratisation des métiers éducatifs avec sérafin.ph, cousin de la tarification à l'acte dans l'hôpital, avec une incidence négative sur les salarié-e-s et les bénéficiaires.
- Moyens insuffisants pour assurer une véritable politique d'accompagnement des personnes en difficultés, que ce soit dans le social ou le médico-social...

La CGT, SUD, FO vont appeler les salarié-e-s du Social et du médico-social à se rassembler en nombre devant le conseil départemental de l'Hérault le 25 mars 2025, jour de vote du budget départemental.

Plus de précision sur cette mobilisation, courant mars.

Ensemble, défendons notre secteur et exigeons :

- des moyens suffisants pour accompagner correctement les enfants ou les personnes dans le besoin, des budgets suffisants pour répondre aux besoins et projets des publics suivis,
- des salaires décents, avec le financement et le versement du Ségur pour toutes et tous, ainsi qu'une augmentation générale des salaires,
- que le projet individuel des enfants ou personnes accompagnés prime par rapport au financier,
- l'arrêt de Sérafin-ph qui robotise nos métiers, tout en rendant la vitrine plus belle que la réalité,
- une convention collective de qualité et des conditions de travail respectueuses.